

Un site officiel de l'UE

Comment le vérifier?

[Accueil](#) > [Mon compte](#) > Ma plainte

Plainte pour mauvaise administration

Plainte soumise le: jeudi | 20 mai 2021

Médiateur européen

Prénoms : Rémy

Nom : Malgouyres

Adresse (ligne 1) : Le Bourg

Adresse (ligne 2) :

Ville : Égliseneuve près Billom

Département/Région/Province : Puy-de-Dôme

Code postal : 63160

Pays : France

Nationalité français/française

Tél. : 0473689785

Adresse courriel : remy.malgouyres@gmail.com

Préférences linguistiques français

Contre quelle institution ou quel organe de l'Union européenne (l'UE) porte votre plainte ?

Cour de justice de l'Union européenne

Quelle décision ou quelle action motive votre plainte ? Quand en avez-vous eu connaissance ? Joindre le cas échéant, les pièces afférentes.

Référence des plaintes : 593/2021/NH, 618/2021/FA et 581/2021/FA

Notification du 19/04/2021 par Tina Nilsson Chef de l'unité «Gestion des affaires»

J'ai des éléments nouveaux concernant l'obstruction de justice en France, constituant défaillance dans l'application de la Charte des Droits Fondamentaux et la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

- Courrier sans Réponse au Défenseur des Droits concernant le droit à être représenté par un avocat, le droit à la santé, et le droit à la sécurité.

À votre avis, quelle est l'erreur commise par l'institution ou l'organe de l'UE concerné ?

Plusieurs organes de l'Union sont concernés. Il s'agit d'une défaillance de l'Union dans son devoir de protéger les citoyens par l'application de la Carte des Droits Fondamentaux et de la Convention Européenne des droits de l'Homme.

J'ai des éléments nouveaux accablants concernant la défaillance de la France dans l'application de cette charte et de cette convention.

Il s'agit bien, contrairement aux motivations dans la réponse du médiateur européen, de questions de droit européen (Droit à une bonne administration, droit à la sécurité, droit à la santé, interdiction des restrictions de libertés sans procès équitable, droit à être représenté par un avocat en justice, obligation de mettre en oeuvre les contrats de bonne foi), qui figurent expressément dans le droit Européen. Il ne s'agit pas de contester des décisions politiques, ni des évaluations scientifiques, mais des violations du droit européen au sein d'organes de l'Union, et des défaillances de la France dans la mise en oeuvre des traités et la garantie des droits fondamentaux de l'Union.

À votre avis, que devrait faire l'institution ou l'organe en question pour réparer son erreur ?

- Effectuer une véritable enquête , y compris concernant les fait d'obstruction de justice au sein des organes de l'Union.

- Constater les violations du droit Européen, en matière contractuelle concernant des organismes comme le CNRS, et pour la mise en danger par la désinformation scientifique et technique.

- Constater les défaillances de mise en oeuvre du des traités de l'Union par la France, notamment dans l'application de la Charte des Droits Fondamentaux et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Avez-vous déjà contacté l'institution ou l'organe de l'UE concerné en vue d'obtenir réparation ?

Oui (veuillez spécifier et joindre les copies des correspondances afférentes)

Au delà des éléments figurant des les précédentes plaintes, sur lesquelles je n'ai rien à retirer, sinon pour dire que, suite à des cyberattaques, le site internet mettant les documents à disposition a changé d'adresse, j'ai informé le Parlement Européen (voir pièces).

Les deux noms de domaines avec le site internet cités dans mes précédents contacts avec les organes de l'Union ont fait l'objet de cyberattaques répétées, et sont tous deux dans un état incohérent, suite à une atteinte à des infrastructures essentielles du réseau internet, se manifestant sur des serveurs européens (notamment les serveurs de noms DNS).

Ce site rassemble, avec des explications détaillées et système d'information recensant les documents, l'ensemble des éléments des différentes affaires.

Des sites miroirs identiques du site sont disponibles sur :

<https://malgouyres.io/>
<https://malgouyres.me/>
<https://malgouyres.info/>
<https://remymalgouyres.me/>
<https://remymalgouyres.org/>

En cas de besoin, de nouveaux miroirs seront créés et annoncés sur mon fil twitter :

<https://twitter.com/herodote63/>

Si votre plainte concerne des rapports de travail avec les institutions et les organes de l'UE : avez-vous utilisé toutes les possibilités de demandes ou de réclamations administratives internes prévues par le Statut des Fonctionnaires des Communautés européennes ? Si oui, les délais fixés pour la réponse sont-ils échus ?

Non applicable

L'objet de votre plainte a-t-il déjà donné lieu à une décision judiciaire ou est-il en instance devant un tribunal ?

Voir la décision de l'Ombudsman Européen concernant les plaintes 593/2021/NH, 618/2021/FA, 581/2021/FA

Je pense que l'absence d'accusé de réception de la part du greffe concernant ma plainte déposée le 29/03/2021 contre Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie constitue une infraction au droit à une bonne administration de la justice.

Veillez confirmer que vous avez lu les informations ci-dessous.

Vous avez lu la note d'information sur le traitement des données et la confidentialité.

Acceptez-vous que votre plainte soit transmise à une autre institution ou à un autre organe (au niveau européen ou national) si le Médiateur européen estime qu'il n'est pas habilité à la traiter ?

Oui

Pièces jointes

Nom	Taille
courrier-president-conseil-national-des-barreaux.pdf	578.9 KB
European-ombudsman-DECISION_202100593_20210419_173909.pdf	294.28 KB
plainte-abus-du-lithium-union-europeenne.pdf	107.01 KB
plainte-mEDIATEUR-europeen-indepth.pdf	102.18 KB
european-parliament-request-for-control-5_formated.pdf	86.61 KB
european-parliament-request-for-control-1_formated.pdf	86.54 KB
plainte-EU-ombudsman-mauvaise-administration-brice-hortefaux.pdf	89.02 KB
courrier-president-conseil-national-des-barreaux-partie-2.pdf	4.25 MB
proces-verbal-de-signification-batonnier-clermont-3-et-sig-presidence-CNB-2.pdf	2.6 MB
courrier-defenseur-des-droits-avec-pieces-partie-1.pdf	2.21 MB
european-parliament-request-for-control-7_formated.pdf	86.36 KB
european-parliament-request-for-control-2_formated.pdf	86.44 KB
courrier-president-conseil-national-des-barreaux-partie-1.pdf	4.86 MB
proces-verbal-de-signification-defenseur-des-droits-2021-04-22.pdf	110.84 KB
reponse-president-conseil-national-des-barreaux-2021-05-04.pdf	1.09 MB
demande-intervention-droits-fondamentaux-defaillance-subsidiarite.pdf	96.15 KB
european-parliament-request-for-control-8_formated.pdf	85.44 KB
european-parliament-request-for-control-6_formated.pdf	86.32 KB
european-parliament-request-for-control-3_formated.pdf	86.52 KB
european-parliament-request-for-control-4_formated.pdf	86.48 KB

1, avenue du Président Robert Schuman

T. +33 (0)3 88 17 23 13

www.ombudsman.europa.eu

CS 30403

F. +33 (0)3 88 17 90 62

F - 67001 Strasbourg Cedex